

COLONIES CHIFFRES-CLÉS 2015

Population

A l'été 2014, plus de 382 000 colons résidaient en Cisjordanie. Fin 2013, on comptait également près de 206 705 colons à Jérusalem-Est. Au total, plus de 580 000 colons habitent le territoire palestinien, c'est deux fois plus qu'en 1995.

Le taux de croissance de la population des colons est <u>2 fois et demie</u> plus élevé que le taux de croissance de la population israélienne.

Le plus fort pourcentage de colons dans la population totale se trouve dans le gouvernorat de Jérusalem (40,8% des habitants sont des colons israéliens), puis dans le gouvernorat de Salfit (34,6%), de Ramallah/Al-Bireh (25,6%), de Bethleem (25%) et de Qalqilya (24,4%).

La plupart des colons sont des colons dits « économiques » attirés par le faible coût de l'immobilier dans les colonies et les aides de l'Etat pour s'y installer. 25% des colons sont des colons dits « religieux ».

La colonie israélienne la plus peuplée est Beitar Illit, située à l'ouest de Bethléem et regroupant 63 087 colons.

La <u>carte</u> des colonies en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Construction

Depuis 1967, près de <u>250 colonies</u> ont été construites en Palestine, avec ou sans autorisation du gouvernement israélien.

La bande de Gaza a comporté des colonies jusqu'en 2005 après que le gouvernement israélien ait décidé unilatéralement de les démanteler. On comptait avant cette date <u>21 colonies</u> et environ <u>8 000 colons</u>.

Fin 2013, il y avait <u>125 colonies</u> approuvées par le gouvernement en Cisjordanie, et 12 à Jérusalem-Est. En outre, il y aurait près de <u>100 colonies sauvages</u>, non reconnues par le gouvernement israélien mais établies avec son soutien. Toutes ces colonies sont illégales en vertu du droit international.

Pendant les dernières négociations israélo-palestiniennes (juillet 2013-avril 2014), le gouvernement Netanyahou a promu la construction de <u>13 851</u> logements, soit <u>50</u> unités de logement par jour.

L'année 2014 a marqué une accélération des nouvelles constructions en comparaison à l'année 2013 ; le marché de la construction dans les colonies a augmenté de <u>866%</u> sur les sept premiers mois de 2014.

Fin juillet 2015, le gouvernement israélien a approuvé la construction de <u>300</u> logements dans la colonie de Beit El, et un accord préliminaire a été donné pour la construction de 413 logements à Jérusalem-Est.

Violences

En 2014, <u>207</u> Palestiniens blessés dans des incidents résultant de la violence des colons, dont 88 par les colons eux-mêmes et 119 par l'armée israélienne. Dans les six premiers mois de 2015, au moins <u>152</u> attaques de colons sur des Palestiniens ont été recensées.

Selon Yesh Din, sur les <u>1 067 enquêtes</u> ouvertes entre 2005 et 2014, seules <u>70</u> ont abouti à une inculpation. L'ONG estime qu'une plainte déposée par un Palestinien en Cisjordanie a <u>1,9%</u> de chance d'aboutir à une enquête effective avec des suspects identifiés, poursuivis et condamnées.

Fin juillet 2015, ce sont un bébé palestinien et son père qui ont péri à la suite d'un incendie criminel perpétré près de Naplouse. Une <u>dizaine de colons</u> suspectés ont été arrêtés puis relâchés le lendemain.

Economie / produits des colonies

Les colonies contribuent à 4% du PIB israélien.

Les produits des colonies représentent <u>1%</u> des exportations israéliennes vers l'Union européenne (UE), soit environ <u>230 millions d'euros</u>. C'est à peu près <u>15 fois</u> la valeur annuelle des importations de l'UE provenant des Palestiniens. L'UE est le premier partenaire commercial d'Israël avec des échanges équivalant à près de 30 milliards d'euros.

La valeur de la production agricole des colonies de la vallée du Jourdain est estimée à environ 500 millions de shekels (100 millions d'euros) par an.

Plus de 80% des dattes provenant des colonies de la vallée du Jourdain sont destinées à l'exportation.

Au premier trimestre 2015, <u>20 900</u> Palestiniens travaillent dans les colonies israéliennes, chiffre en constante augmentation selon le Bureau central palestinien des statistiques.

Environ <u>45%</u> des parts de la société Ahava appartiennent à deux colonies, ce qui signifie que les recettes dégagées de la vente des produits Ahava soutiennent directement leur existence et leur développement.

4 compagnies françaises sont ou ont été impliquées dans la colonisation israélienne :

- Alstom: elle détient 80% de l'entreprise qui a mené le projet de construction du tramway de Jérusalem (lequel relie notamment Jérusalem-Ouest à des colonies de Jérusalem-Est), a fourni les rames du tramway et détient Citadis Israel qui est chargée de sa manutention pendant 22 ans.
- Veolia Environnement : sa filiale Transdev possédait l'entreprise Connex Jerusalem qui assure la gestion de la ligne de tramway. En août 2015, Veolia a <u>cédé</u> Connex à des investisseurs israéliens. En 2013, Veolia avait vendu son réseau de bus locaux dont une douzaine desservait des colonies. En avril 2015, elle abandonnait ses activités en matière de déchets et eaux usées dans des colonies de Cisjordanie à une compagnie américaine.
- Egis Rail a remporté un contrat de <u>11,9 millions d'euros</u> avec la Jerusalem Transportation Master Plan pour aider à la construction et l'expansion du tramway de Jérusalem. Egis Rail est une filiale d'Egis Group, détenu à <u>75%</u> de la Caisse des Dépôts des Consignations, organisme financier public.
- Orange : elle a donné le nom de sa marque à l'entreprise israélienne Partner Communications qui a assemblé plus de 208 antennes et infrastructures en télécommunication en Cisjordanie et dans le Golan. L'entreprise a notamment fourni du matériel de télécommunication aux soldats israéliens sur le front de Gaza à l'été 2014. En juin 2015, suite à la publication d'un rapport intitulé « Les liaisons dangereuses d'Orange dans le Territoire palestinien occupé », Orange a annoncé la fin de son partenariat avec l'entreprise israélienne d'ici 2017.

Consultez les chiffres-clés sur l'économie.

Investissement public

Les colonies sont financées par des fonds publics : en octobre 2014, le gouvernement a approuvé l'allocation de <u>34,7 millions</u> de dollars à l'Organisation sioniste mondiale dans le but de « développer des colonies rurales et agricoles » en Cisjordanie.

L'Etat israélien offre en outre aux colons des avantages fiscaux tels que qu'une réduction de taxes de <u>7%</u>, une prise en charge des frais de transport à hauteur de <u>75%</u>, l'école gratuite, des subventions sur des prêts (parfois jusqu'à <u>95%</u> du prix) etc.

En 2012, les colonies ont reçu le plus gros investissement par tête, avec en moyenne <u>2 695 shekels</u> (soit 637 euros) dépensés par personne par an, alors qu'un citoyen d'une grande ville israélienne perçoit à peu près 1 684 shekels de l'Etat.

En 2013, la liste des localités israéliennes éligibles à des avantages spécifiques désignaient <u>90</u> colonies comme « zones de développement de priorité nationale ».

Chaque année, les colonies coûteraient 2,5 milliards de shekels à l'Etat israélien, soit plus de 473 millions d'euros.

Sources:

Al-Haq

AFPS (Association France Palestine Solidarité)

B'Tselem

Commission européenne

Conseil des Droits de l'homme de l'ONU

European Council on Foreign Relations

FIDH (Fédération internationale des droits de l'homme)

Le Monde

Le Monde diplomatique

Les clés du Moyen-Orient

Mediapart

OHCHR (Office of the High Commissioner for Human Rights)

PASSIA (Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs)

PCBS (Palestinian Central Bureau of Statistics)

Peacenow.org.il

Yesh Din – Volunteers for Human Rights

Whoprofits.org